

*Subsides*

défend sa cause, bien que ce me semble parfois bien nébuleux.

J'ai écouté avec grand intérêt les observations du député de Labelle. Il est le très distingué président du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale et à ce titre, il croit qu'il lui est quelque peu difficile de faire valoir un point de vue. C'est pourquoi j'ai été particulièrement ravi de l'entendre donner son opinion sur la situation outre-mer. J'espère fermement que je n'aurai jamais à regretter mes paroles si jamais nous avons à nous affronter à l'occasion d'une élection. Il est, à mon avis, le très digne successeur d'un homme illustre qui fût, si je ne m'abuse, ministre de la Défense en 1968 et 1969 et qui est parti vers des cieux plus cléments et vers des défis à la mesure de son talent, en tant qu'ambassadeur du Canada en France. J'aurais bien voulu que le premier ministre vienne à la Chambre cet après-midi pour y entendre le député de Labelle. J'espère qu'il lira le compte-rendu du débat dans le *hansard* et que les pensées convaincantes du député de Labelle pourront s'insinuer dans le cerveau du premier ministre.

Je n'ai pas l'intention de faire de la provocation cet après-midi. Après nous, c'est le mois de juin. Nous accueillons à la Chambre le nouveau sous-ministre de la Défense nationale avec son ministre, qui a comparu devant le comité maintes et maintes fois. Je suis heureux que le député de Victoria ait soulevé ce débat et je souhaite la bienvenue au ministre de la Défense nationale pour lequel j'éprouve personnellement beaucoup d'amitié et d'affection bien que parfois nous différions d'opinion en matière politique.

J'ai éprouvé un grand plaisir en lisant dans le journal, bien avant que le premier ministre ne revienne de son voyage en Europe, les commentaires qu'il a faits en quittant Bruxelles la semaine dernière, lors d'une conférence de presse tenue après la réunion au sommet de l'OTAN. Il a recommandé quelque chose que je préconise au ministre de la Défense nationale depuis que je suis membre du comité, ce qui remonte à plusieurs années. A vrai dire, j'en faisais partie avant que le ministre actuel ne prenne le portefeuille de la Défense.

Un ex-ministre de la Défense siège à la Chambre et une partie de mon récit remonte à 1968 et 1969 puisque nous avons eu cinq ministres de la Défense en huit ans sous le gouvernement actuel. Il n'est pas étonnant qu'on se pose des questions au sujet de notre orientation et de nos objectifs. J'ai lu avec intérêt les remarques fort justes du premier ministre qui a déclaré que nos démocraties sont bien différentes de celles derrière le Rideau de fer qui ont une attitude monolithique à l'égard de la défense. Dans ces pays, les chefs ou les présidents des comités des républiques socialistes n'ont pas à s'inquiéter de l'opinion publique. Tout apport massif à la défense ou à l'offensive est fait par un groupe monolithique parfaitement organisé et il est inutile de renseigner et d'instruire la population.

● (1640)

Je conviens avec le député de Greenwood, le député de Labelle et le député de Victoria que la défense en temps de paix n'est pas un sujet très populaire. Même en temps de guerre alors qu'il y a des défilés militaires et que se manifestent le patriotisme et le nationalisme sous impulsion de l'instinct de conservation, c'est une nécessité, sans plus.

Je sympathise avec le ministre de la Défense nationale comme je l'ai fait depuis quelque temps, même s'il commence à m'ennuyer. Comment peut-on penser, du moins

[M. Nowlan.]

celui qui lit les journaux, qu'il y a sur terre cette bienheureuse paix du Noël traditionnel ou la bonne volonté sur terre envers tous les hommes, après ce qui vient de se passer en Asie du sud-est et au Moyen-Orient?

Je suis toujours étonné d'entendre des députés qui se demandent si nous devrions continuer de soutenir NORAD, le Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord, ou l'OTAN. Je suis trop jeune pour avoir servi dans un théâtre de guerre mais j'ai été cadet. C'est grâce au succès remporté par ces pactes de défense, NORAD et OTAN, que les députés, les scribes et les pontifes à l'extérieur de la Chambre peuvent s'offrir le luxe de pontifier quant à savoir si nous avons besoin d'un traité ou d'un pacte de défense.

Voyons un peu les réalités mondiales actuelles. Même si nous aimerions pouvoir dire que nous n'avons pas besoin de dépenser un dollar au titre de la défense, nous savons que c'est impossible, compte tenu des événements qui se sont déroulés en Asie du sud-est et de ceux qui se déroulent au Moyen-Orient, où le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est allé récemment, ou encore en Afrique. Nous savons que la situation est instable. Le pacte SEATO en Asie du sud-est n'a pas réussi à stabiliser la situation. En raison des décisions prises par les pays de l'Atlantique-Nord à la fin des années 40 et pendant les années 50, un ancien premier ministre, le très honorable Louis St-Laurent, a dit un jour que l'OTAN avait été attendue depuis longtemps. Avant de participer à l'OTAN, le gouvernement n'avait aucune conviction et n'avait pris aucun engagement relativement à la défense.

Le premier ministre a signalé qu'il faudrait établir le dialogue et qu'il faut communiquer avec le public canadien pour obtenir qu'il appuie nos alliances. Je suis heureux d'entendre un tel propos. Comme le ministre de la Défense le sait, j'essaie depuis un certain temps de le décider à parcourir le pays et à parler de la défense. Je ne veux pas dire de parler à des cercles fermés, des mess d'officiers et des bases militaires, ce qui est nécessaire, bien sûr, mais aussi aux cercles du Canadian Club et du Rotary Club et ainsi de suite. Il devrait pouvoir parler de la défense de façon intelligente, exposer les dilemmes où il se trouve, sans empiéter sur la question sacro-sainte de la sécurité. Il pourrait parler des choix qui s'offrent à lui, sans bien sûr révéler les recommandations qu'il fait au cabinet. Je ne vais toutefois pas insister sur le rôle du ministre aujourd'hui.

Il y a quelque chose d'ironique dans la déclaration que le premier ministre a faite à Bruxelles où il a parlé de la nécessité de débats et de dialogues avec les gens en démocratie, pour obtenir qu'on appuie une alliance. Depuis le premier grand geste d'importance du gouvernement en 1968, quand les forces de l'OTAN ont été réduites de moitié, le premier ministre n'a rien eu à dire. J'ai vérifié rapidement auprès de services de recherches de la Chambre pour savoir quand le premier ministre a parlé ensuite de la défense de façon valable au cours d'un débat à la Chambre ou quelque part au pays et je n'ai encore rien trouvé. Je n'oublie pas qu'à la réunion de l'OTAN tenue ici l'an dernier, où il a parlé en termes généraux, qu'à la conférence du Commonwealth à Singapour il a promis allégeance au Commonwealth, et qu'à Bruxelles l'automne dernier, il a affirmé que nous souscrivions aux objectifs de l'OTAN. Manifestement, au cours de sa tournée des capitales, il a dit un mot ou deux du rôle du Canada et de notre conception de la défense. Cependant, il n'a participé à aucun débat et à aucun dialogue utiles sur cette question.